



# Les enseignant-e-s préparent la grève

**GRÈVE DES FEMMES .** Le travail de sensibilisation et de mobilisation en vue du 14 juin a commencé dans de nombreuses écoles en Suisse romande. Dans le canton de Vaud, les initiatives se multiplient.

**CORA ANTONIOLI .** PRÉSIDENTE SSP-ENSEIGNEMENT VAUD . VICE-PRÉSIDENTE DU SSP  
**ERIC ROSET .** PHOTO

Une mise en réseau réussie des militantes dans un maximum d'écoles, puis son élargissement, sera sans doute l'un des éléments déterminants du succès de la grève féministe dans l'enseignement.

**UN ÉTAT DES LIEUX.** Pour faciliter ce travail, la création d'un argumentaire spécifique au secteur, en lien avec les conditions de travail et les pratiques pédagogiques, permet de sensibiliser puis de mobiliser un maximum de personnes autour de revendications communes sur un même lieu. Dans le canton de Vaud, le SSP-Enseignement a lancé une enquête auprès des enseignantes et enseignants. Objectif: dresser un état des lieux des inégalités hommes-femmes\* dans l'enseignement vaudois, mais aussi provoquer des questionnements chez celles et ceux qui répondent au questionnaire et élargir le réseau des personnes prêtes à s'investir.

**EXAMENS REPORTÉS.** Si la grève est parfaitement envisageable dans les écoles, un élément a été identifié comme particulièrement problématique: la tenue d'examens est susceptible de faire renoncer les collègues les plus déterminé-e-s à se mettre en grève. Cette situation empêcherait également les élèves qui le souhaiteraient de participer à cette mobilisation. Le SSP-Enseignement a donc demandé à la Cheffe du département de la formation et de la jeunesse de faire reporter les examens

prévus le 14 juin. La demande a été entendue. Elle l'a été également, par la suite, dans les cantons de Neuchâtel et du Jura. Cet obstacle ayant été éloigné, les collègues peuvent faire un pas de plus vers la grève.

**GRÈVE DÉCLARÉE LICITE.** Suite à la saisie de l'organe de conciliation par le SSP d'abord, puis par les deux autres organisations du personnel (FSF et SUD), la grève a été déclarée licite pour les salarié-e-s de l'Etat de Vaud, le conflit collectif ayant été constaté sur les questions d'égalité entre les femmes et les hommes. Il s'agit maintenant de faire aboutir, par notre lutte, nos revendications.

Des collectifs se sont créés dans plusieurs établissements – certains sont mixtes, d'autres non. Ils se réunissent, organisent des assemblées, des conférences, des projections, des journées sur les questions d'égalité – certaines sont ouvertes aux élèves – ainsi que diverses actions sur leur lieu de travail, en attendant le 14 juin. Ces collectifs réfléchissent également aux revendications principales à porter face à l'employeur.

**INTERVENIR DANS LES ÉTABLISSEMENTS.** Sur plusieurs lieux de travail, l'idée d'une grève mixte des femmes\* et des hommes solidaires est quasiment acquise. On réfléchit déjà aux activités à organiser durant la journée du 14, du matin jusqu'à l'heure de la manifestation, en début de soirée; ailleurs, on se pose la question de la mixité de la grève, on hésite entre la grève et des actions, on se demande comment mobiliser plus et à quelle échéance. De nombreuses et nombreux ensei-

gnant-e-s font appel au SSP pour intervenir dans leur établissement, discuter et partager sur les questions d'égalité ainsi que sur l'organisation du 14 juin. Une dizaine de dates sont fixées pour ces prochaines semaines. Une adresse de diffusion par mail permet de relier à ce jour une quarantaine d'établissements, d'échanger ainsi des idées, de se motiver les un-e-s les autres, de s'informer, de recevoir des documents complémentaires, etc. Des séances de coordination mixtes permettent également de se retrouver au SSP entre salarié-e-s dans les écoles, de discuter de la sensibilisation des collègues et de l'organisation de la grève, de faire émerger des idées d'actions et d'explicitier le soutien que peut apporter le syndicat.

**EN ROUGE CHAQUE VENDREDI.** Parmi les idées issues de cette coordination, l'action #encolèretantqu'ilfaudra, lancée par le SSP le 8 mars dernier. Dans plusieurs écoles vaudoises, on s'habille désormais en rouge le vendredi, pour l'égalité et par solidarité pour toutes les femmes. Le hashtag #encolèretantqu'ilfaudra commence à faire son chemin sur les réseaux sociaux et dans les établissements de l'enseignement obligatoire et post-obligatoire. Une manière de dire, ensemble, stop aux inégalités. Une manière aussi de susciter les réactions et les discussions auprès des élèves et des collègues, de les sensibiliser, d'élargir le mouvement vers la journée de grève et d'actions du 14 juin.

Une grève plus que jamais nécessaire, dans les écoles comme partout ailleurs! ■

## Contexte

### L'INÉGALITÉ FRAPPE AUSSI À L'ÉCOLE

En matière d'inégalités, le secteur de l'enseignement ne fait pas exception.

L'école a un rôle primordial dans le combat pour promouvoir l'égalité entre les garçons et les filles; or nous sommes encore loin du compte.

Plusieurs moyens d'enseignement continuent, par exemple, à véhiculer une représentation stéréotypée et sexiste des femmes; le matériel spécifique pour enseigner l'égalité n'est utilisé que par les collègues déjà convaincu-e-s. De plus, les ressources, références et autres manuels collectant ou présentant des œuvres faites par des femmes ou/et incluant des femmes manquent cruellement.

D'autres problèmes doivent être résolus, comme par exemple le fait que les disciplines d'enseignement sont fortement genrées par discipline.

Par ailleurs, les professions les plus féminisées sont les plus dévalorisées: c'est dans l'enseignement primaire, où les femmes représentent les 85% du corps enseignant, que les salaires sont les plus bas. Les revenus sont les plus élevés dans le secondaire II, où elles ne sont que 40%.

Le travail à temps partiel est nettement plus répandu chez les femmes. Quant aux perspectives de promotions, elles sont nettement plus mauvaises pour ces dernières. De plus, et comme tant d'autres femmes, des enseignantes subissent sur leur lieu de travail ou ailleurs des remarques sexistes. Certaines sont victimes de harcèlement. CA ■